



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Conseil exécutif

Cent quatre-vingt-dix-septième session

197 EX/4.INF.3
PARIS, le 12 octobre 2015
Anglais et français seulement

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

EXÉCUTION DU PROGRAMME ADOPTÉ PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE

PARTIE II

SITUATION BUDGÉTAIRE DE L'ORGANISATION EN 2014-2015 (37 C/5) AU 30 JUIN 2015 (COMPTES NON AUDITÉS), AJUSTEMENTS BUDGÉTAIRES QUI DÉCOULENT DES DONS ET DES CONTRIBUTIONS SPÉCIALES REÇUS

ET

TABLEAU DE BORD DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME EN 2014-2015 (37 C/5 APPROUVÉ)

Résumé

Le présent document a pour objet de donner aux États membres un complément d'information sur les divers aspects du Tableau de bord de l'exécution du programme en 2014-2015 (37 C/5 approuvé).

Il contient les informations suivantes :

- A. Détail de la reprogrammation des crédits budgétaires par Secteur.
- B. Détails du Programme de cessation volontaire de service par accord mutuel.

A. Détail de la reprogrammation des crédits budgétaires par Secteur

1. Comme il est indiqué au paragraphe 16 du document principal (197 EX/4 Partie II), la reprogrammation des crédits budgétaires, pour un montant de 3,4 millions de dollars (hors IESALC), a été approuvée par la Directrice générale, en application des propositions faites par les secteurs. Le tableau ci-après donne la liste détaillée des activités par Secteur :

LISTE DES ACTIVITÉS	Montant en dollars des États-Unis
---------------------	--------------------------------------

Grand programme I – Éducation

A. Siège

Généralisation de l'éducation à la citoyenneté mondiale	67 500
---	--------

B. Hors Siège

Renforcement des capacités pour des politiques et une planification sectorielles	22 500
Renforcement des capacités des éducateurs dans les États arabes en vue d'une transposition à plus grande échelle de programmes d'alphabétisation non exclusifs et tenant compte de la problématique hommes-femmes	30 000
Campagne nationale d'alphabétisation en Égypte	100 000
Amélioration de la formulation et de la mise en œuvre des politiques relatives aux enseignants dans le but de répondre aux besoins en matière d'éducation à l'édification de la paix	15 800
Appui au Ministère de l'enseignement technique et professionnel pour l'élaboration du cadre national de qualification et de certification	25 000
Renforcement des capacités des enseignants et des chefs d'établissements dans le Pacifique	29 000
Programme de formation des enseignants dans le domaine des interventions d'urgence/de première nécessité et des premiers secours	25 000
Mise au point, à l'intention des écoles, d'un ensemble d'outils de gestion de la réduction des risques de catastrophes axé sur la préparation et la prévention	30 000
Appui à l'élaboration et à l'exécution de politiques visant à faciliter l'intégration concrète des TIC dans l'enseignement	60 000
Renforcement des capacités institutionnelles en matière de planification sectorielle dans les Caraïbes	8 000
Stratégie régionale relative aux enseignants dans la région Amérique latine et Caraïbes (LAC)	38 000
Soutien à la planification et à la gestion du secteur de l'éducation, au plan national, en faveur de l'apprentissage tout au long de la vie dans la région Asie-Pacifique	70 000
Soutien à l'accélération de l'Éducation pour tous (EPT) et à la formulation de l'agenda pour l'éducation post-2015 dans la région du Sahel	30 000
Total grand programme I*	550 800

(*) Depuis juin 2015, un montant supplémentaire d'1 million de dollars a été alloué à l'Institut international de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes (IESALC).

Grand programme II – Sciences exactes et naturelles**I – Secteur des sciences exactes et naturelles (SC) (hors COI)****A. Siège**

Fourniture d'une plate-forme et d'outils scientifiques destinés à renforcer les capacités des États membres s'agissant de relever les défis de la gestion durable des ressources en eaux souterraines dans un environnement changeant	16 100
Renforcement de la gestion des connaissances et de la communication dans le Secteur des sciences exactes et naturelles, en particulier pour l'Afrique	44 000
Contribution de l'UNESCO aux initiatives visant à favoriser l'intégration des savoirs autochtones et locaux à la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)	15 000
Sensibilisation de l'opinion mondiale et renforcement des politiques et pratiques en matière de sciences fondamentales	5 000
Soutien aux activités régionales du réseau AfriMAB	30 000
Initiative de diplomatie scientifique	20 900
Lancement par la Conférence générale du Rapport de l'UNESCO sur la science 2015	25 000

B. Hors Siège

Meilleures pratiques de développement durable dans les réserves de biosphère dans le cadre du Plan d'action du Réseau ibéro-américain de réserves de biosphère (IberoMAB)	25 000
Réserve de biosphère d'Argan : soutien aux activités de gestion de la réserve de biosphère portant sur les moyens de subsistance des femmes dans un contexte de changement climatique	10 000
Renforcement des capacités de gestion des systèmes nationaux de STI dans la région du Sahel	5 000
Renforcement de la collaboration internationale en faveur de la mise au point de politiques relatives à l'eau dans la région du Sahel	65 000
Parrainage de jeunes filles dans les domaines des sciences, des mathématiques et de l'ingénierie en Afrique	3 000
Renforcement de la résilience et du développement durable dans les pays desservis par le Bureau de l'UNESCO à Téhéran	10 000
Réunion de consultation des parties prenantes sur la situation actuelle et les enjeux à venir en matière de gestion de la biosphère en Iran	5 000
Lancement d'un processus de consultation dans les Caraïbes pour la préparation de l'Année internationale des PEID et de la Conférence au Samoa	10 000
Soutien à la gestion des ressources en eau en Uruguay dans le cadre de la sécurité de l'eau et de l'agenda pour le développement post-2015	23 000
Organisation par le Conseil consultatif scientifique du Secrétaire général de l'ONU de manifestations spéciales en faveur des sciences dans le cadre des objectifs de développement durable, à la COP-21 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	5 000
Atelier sous-régional pour le programme MAB	35 000
	352 000

II – COI**A. Siège**

Outils d'aide à la décision pour la gestion côtière et l'aménagement de l'espace marin	30 000
Recherche et suivi relatifs aux événements algaux pour la protection de la santé humaine, des services écosystémiques et de la sécurité alimentaire	45 000
Plan de travail du Système mondial d'observation de l'océan (GOOS)	60 000
Observations de la Commission technique mixte d'océanographie et de météorologie maritime (JCOMM)	30 000
Services de la JCOMM	10 000
Coordination du renforcement des capacités et transfert de technologie marine	50 000
Formation et éducation IODE/OBIS (Échange international des données et de l'information océanographiques/Système d'informations biogéographiques relatives aux océans)	45 000
Organes directeurs de la COI	50 000
Programme mondial de recherche sur le climat (PMRC) : recherche climatologique liée à l'océan au service de la société	190 000
Éducation des populations à risque à la prévention des risques liés à l'océan	50 000

B. Hors Siège

Contribution au renforcement des capacités des États membres en matière d'évaluation des risques côtiers	7 000
Développement des capacités régionales et transfert de technologie marine [5k pour le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD)]	30 000
Éducation des populations à risque à la prévention des risques liés à l'océan	30 000
Développement des capacités régionales et transfert de technologie marine [5k pour le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD)]	5 000
	632 000
Total grand programme II	984 000

Grand programme III – Sciences sociales et humaines**A. Siège**

Consolidation du processus du Forum des jeunes de l'UNESCO	120 000
--	---------

B. Hors Siège

Promotion de l'inclusion sociale au moyen des technologies de l'information et de la communication (TIC) en vue d'autonomiser les personnes handicapées et d'encourager le perfectionnement des jeunes dans la région des Caraïbes	10 000
Total grand programme III	130 000

Grand programme IV – Culture**A. Siège**

Soutien aux activités du Secteur de la culture	30 000
Mise en œuvre effective de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles	30 000
Activités de post-conflit et de post-catastrophe (PCPD) et intervention d'urgence dans les régions en situation de conflit et d'après-catastrophe	44 500
Assistance technique et renforcement des capacités en vue d'améliorer la représentation et la gestion du patrimoine naturel dans la région arabe (sites naturels)	43 000
Renforcement de la protection des biens culturels par la mise en œuvre effective de la Convention de 1954 et de ses deux Protocoles	75 000
Organisation des réunions statutaires dans le domaine du patrimoine mondial	2 500
Sensibilisation et promotion en faveur de la connaissance de la traite négrière et de l'esclavage en vue de la réconciliation et du dialogue à travers une meilleure articulation avec les Histoires générales et régionales	10 000
Activités et intervention d'urgence dans les régions en situation de conflit et d'après-catastrophe	17 000
Appui à la mise en œuvre effective de la Convention de 2003	50 000
Mise en œuvre du Plan d'action 2012-2017 pour le patrimoine mondial en Afrique	30 000
Mise au point du Plan d'action pour la région Amérique latine et Caraïbes	51 500
Contribution du Secteur de la culture au Siège aux exercices communs de programmation par pays des Nations Unies	6 500
Coordination et activités de soutien aux États membres dans la région Europe et Amérique du Nord	12 000
Renforcement de la mise en œuvre de la Convention de 1970, et des mesures permettant de lutter contre l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels	180 000

B. Hors Siège

Mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial	15 000
Renforcement de la gestion des sites du patrimoine mondial en Égypte, en Libye et au Soudan	50 000
Suivi, protection et promotion des sites du patrimoine mondial du Conseil de coopération des États arabes du Golfe et du Yémen	125 000
Formation à la mise en œuvre de la Convention de 2003 en Iraq	40 000
Protection et conservation du site du patrimoine mondial de la vallée de Qadisha (Liban)	20 000
Formation à la lutte contre le trafic illicite de biens culturels à l'intention des agents des douanes en Afghanistan	17 000

Protection, promotion et transmission du patrimoine culturel matériel par l'intermédiaire de programmes de renforcement des capacités dans les pays couverts par le Bureau de l'UNESCO à Téhéran	20 000
Renforcement des capacités de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel	10 000
Renforcement des capacités des spécialistes/responsables et activités de sensibilisation à la lutte contre le trafic illicite de biens culturels au Pérou	10 000
Renforcement des capacités des spécialistes/responsables et activités de sensibilisation à la lutte contre le trafic illicite de biens culturels dans les pays andins	20 000
Renforcement des capacités dans le domaine de la conservation du patrimoine dans les petits États insulaires en développement (PEID) des Caraïbes	10 000
Protection et promotion des patrimoines matériel et immatériel au moyen des radios communautaires	8 000
Progression de l'état d'avancement de l'inscription des biens en série du patrimoine mondial d'Asie centrale, notamment en ce qui concerne l'Art rupestre d'Asie centrale et les corridors des routes de la soie du Syr-Daria	15 000
Réunion sur le patrimoine mondial au Mexique et en Amérique centrale : vers une conservation internationale des grands sites archéologiques	10 000
Autonomisation des PEID du Pacifique par le renforcement de leurs capacités en matière de formulation des politiques et de gestion du patrimoine dans le cadre de la promotion de la Convention de 1970	90 000
Renforcement des capacités nationales pour la mise en œuvre effective de la Convention de 1972	40 000

Total grand programme IV	1 082 000
---------------------------------	------------------

Grand programme V – Communication et information

A. Siège

<i>Youth Mobile</i> – engager les jeunes à mettre au point des applications mobiles au service du développement durable	25 000
Maîtrise des médias et de l'information	10 000
Alliance mondiale genre et médias (GAMAG)	52 000
Consolidation de la portée internationale et nationale du Programme Information pour tous (PIPT)	30 000
Appui aux États membres pour la fourniture d'un accès universel à l'information multilingue et à un bon usage de l'information, des médias et des TIC, notamment de l'Internet	62 750
Promotion de la liberté de la presse, y compris sur Internet, par l'intermédiaire de l'organisation annuelle de la Journée mondiale et du prix UNESCO de la liberté de la presse	35 000
Bonnes pratiques pour des médias pluralistes	21 023
Journée mondiale de la radio	10 000

Appui en matière de gestion des savoirs scientifiques grâce aux TIC	35 000
Autonomisation des radios locales grâce aux TIC dans les pays en développement	48 977
Les TIC au service d'un enseignement et d'un apprentissage de qualité, à l'appui de sociétés du savoir sans exclusive	20 000

B. Hors Siège

Solutions libres et applications mobiles mises au point par des jeunes dans le domaine du développement durable	12 000
Recrutement de personnel temporaire et organisation d'activités à l'aide des fonds supplémentaires alloués à la communication et à l'information à Montevideo (Uruguay)	35 000
Promotion de la liberté d'expression, de la liberté de l'information et de la sécurité des journalistes en Algérie, en Mauritanie, au Maroc et en Tunisie	14 000
Mise en avant du rôle du pouvoir judiciaire en tant qu'acteur clé de la promotion et de la protection de la liberté d'expression dans la région du cône Sud	23 000
Recrutement de personnel temporaire et organisation d'activités à l'aide des fonds supplémentaires alloués à la communication et à l'information en Haïti	20 000
Recrutement de personnel temporaire et organisation d'activités à l'aide des fonds supplémentaires alloués à la communication et à l'information à Windhoek (Namibie)	25 000
Consolidation d'un environnement propice à la liberté d'expression et à la liberté de la presse dans la région du Mékong	10 000
Recrutement de personnel temporaire et organisation d'activités à l'aide des fonds supplémentaires alloués à la communication et à l'information au Bureau d'Islamabad	24 250
Promotion de la liberté d'expression au Bangladesh	5 000
Solutions libres et applications mobiles dans le domaine du développement durable	7 000
Recrutement de personnel temporaire et organisation d'activités à l'aide des fonds supplémentaires alloués à la communication et à l'information à Khartoum (Soudan)	10 000
Programme de formation des journalistes à la couverture des catastrophes dans les régions népalaises touchées par les séismes	15 000
Renforcement des capacités des comités et spécialistes nationaux du Programme Mémoire du monde en matière de préservation du patrimoine documentaire par l'utilisation des TIC	10 000
Liberté et auto-régulation des médias dans le Pacifique	4 000
Renforcement du Programme Mémoire du monde et des archives dans le Pacifique	15 000
Forum mexicain des médias sur la liberté de la presse et le pluralisme médiatique et sur l'agenda pour le développement post-2015	15 000
Recrutement de personnel temporaire et organisation d'activités à l'aide des fonds supplémentaires alloués à la communication et à l'information à Santiago (Chili)	35 000
Renforcement de l'accès universel à l'information par la préservation du patrimoine documentaire et la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) par l'intermédiaire du Programme Information pour tous (PIPT) dans les Caraïbes	10 000

Promotion de l'utilité des technologies de l'information et de la communication pour la formation/le perfectionnement des enseignants	10 000
Sensibilisation au mandat de l'UNESCO dans le domaine de la liberté de la presse	5 000
Total grand programme V	654 000

TOTAL général – Réaffectation de ressources du Programme ordinaire*	3 400 800
--	------------------

(*) *Hors fonds alloués à l'IESALC.*

B. Modalités du Programme de cessation volontaire de service par accord mutuel

1. Comme demandé lors de la réunion du groupe préparatoire, qui s'est tenue du 21 au 23 septembre 2015, de plus amples informations sont présentées ci-après sur le Programme de cessation volontaire de service par accord mutuel. Veuillez noter que la présente note contient les données définitives relatives au nombre de membres du personnel qui ont accepté le plan de départ volontaire. Le programme a été clos le 30 septembre 2015.

2. En mars 2015, un nouveau Programme de cessation volontaire de service par accord mutuel a été lancé pour permettre un renouvellement des compétences du personnel et un certain rajeunissement, notamment en vue de la mise en œuvre prochaine du programme de développement pour l'après-2015, ainsi qu'une redéfinition de certains postes, le cas échéant.

3. Au total, 58 demandes ont été reçues, parmi lesquelles 2 ont été retirées et 12 rejetées. Sur les 44 offres présentées, 3 ont été refusées par le personnel.

4. Au 30 septembre 2015, 41 membres du personnel au total avaient accepté les offres et suivi le Programme de cessation volontaire de service par accord mutuel.

5. La liste des postes figure à l'annexe I et des statistiques détaillées sont présentées à l'annexe II. Les 41 postes se répartissent comme suit :

- (a) 31 postes relèvent du Programme ordinaire ; 10 sont financés par des ressources extrabudgétaires ;
- (b) la plupart des postes sont affectés au Siège (26), 9 hors Siège et 6 dans des instituts de catégorie 1 ;
- (c) la moitié des postes appartiennent à la catégorie du cadre organique (19 P et 2 NPO), l'autre moitié regroupe des postes du cadre du personnel de service et de bureau (20). Lors des opérations précédentes, la majorité des postes relevait de cette dernière catégorie.

6. S'agissant du profil des membres du personnel concernés, les tendances sont les mêmes que lors des opérations précédentes :

- (a) la plupart des volontaires au départ sont âgés de plus de 50 ans et ont une longue ancienneté (en moyenne, 20 ans de service pour le personnel de service et de bureau et 17 ans de service pour le personnel international du cadre organique) ;
- (b) une majorité des volontaires au départ sont des femmes (78 %) ;
- (c) 49 % du personnel volontaire au départ appartiennent au Groupe I, suivi des Groupes III, V(a) et V(b) (5 postes chacun), du Groupe IV (4) et du Groupe II (2).

7. En ce qui concerne les 41 postes devenus vacants, les faits suivants ressortent des informations transmises par les responsables :

- (a) il est proposé de supprimer 8 postes du cadre du personnel de service et de bureau ;
- (b) il est proposé de déclasser 12 postes (10 postes du cadre du personnel de service et de bureau et 2 postes internationaux du cadre organique) ;
- (c) il est proposé de redéfinir 7 postes (5 postes internationaux du cadre organique, 1 poste d'administrateur national (NPO) et 1 poste du cadre du personnel de service et de bureau) ;
- (d) 13 postes sont maintenus (12 postes internationaux du cadre organique et 1 poste du cadre du personnel de service et de bureau) ;
- (e) il est proposé de reclasser un poste d'administrateur national de NOA à NOC.

ANNEXE I

Liste des postes devenus vacants à l'issue du Programme de cessation volontaire
de service par accord mutuel (2015)

Postes du Programme ordinaire : 31

Classe	Titre	Lieu d'affectation	Division/Bureau	Statut proposé pour le poste*
Division pour l'égalité des genres				
P-3	Spécialiste de programme	Paris	Division pour l'égalité des genres (DIG/GEN)	Redéfinition
Cabinet de la Directrice générale				
G-5	Assistant (Secrétariat)	Paris	Bureau des médiateurs (DIG/MED)	Déclassement en G-4
Service d'évaluation et d'audit				
P-1/P-2	Enquêteur adjoint	Paris	Unité d'investigation (DIG/IOS/INV)	Maintien, réservé au Programme des jeunes cadres 2015
Office des normes internationales et des affaires juridiques				
P-5	Juriste principal	Paris	Sect. de coord. des conventions et recommandations (DIG/LAL/CR)	Maintien
Secteur de l'éducation				
P-4	Spécialiste de programme	Paris	Section de l'éducation pour le développement durable (ED/TLC/ESD)	Maintien
P-3	Administrateur (publication)	Paris	Gestion des savoirs (ED/EFA/KM)	Redéfinition
G-5	Assistant (Secrétariat)	Paris	Équipe de coordination de l'EPT et de l'agenda mondial (ED/EFA)	Redéfinition
NO-A	Administrateur national	Abidjan	Bureau de l'UNESCO à Abidjan	Reclassement en NOC
NO-A	Administrateur national	Harare	Bureau de l'UNESCO à Harare	Redéfinition
G-6	Assistant de programme	Amman	Bureau de l'UNESCO à Amman	Suppression proposée
Secteur des sciences exactes et naturelles				
P-5	Chef de section	Paris	Section des politiques et partenariats scientifiques (SC/PCB/SPP)	Maintien
P-1/P-2	Spécialiste adjoint de programme	Paris	Section des sciences de la Terre et de la réduction des géorisques (SC/EES/EGR))	Maintien

G-5	Assistant administratif	Paris	Section des réseaux du MAB : réserves de biosphère et renforcement des capacités (SC/EES/NBC)	Déclassement en G-4
Commission océanographique intergouvernementale				
P-5	Chef de la Section des sciences océaniques	Paris	Section des sciences océaniques (IOC/OSS)	Maintien
Secteur de la culture				
P-5	Chef de section	Paris	Section du patrimoine culturel immatériel (CLT/CRE/ITH)	Maintien
P-3	Spécialiste (information du public)	Paris	Unité des services communs des conventions (CLT/CCS)	maintien
P-3	Spécialiste de programme	Paris	Section de la diversité des expressions culturelles (CLT/CRE/DCE)	Maintien
G-5	Assistant logistique	Paris	Unité des services communs des conventions (CLT/CCS)	Déclassement en G-4
P-4	Spécialiste de programme	Nairobi	Bureau de l'UNESCO à Nairobi	maintien
P-3	Spécialiste de programme	Yaoundé	Bureau de l'UNESCO à Yaoundé	Déclassement en NOC
P-3	Spécialiste de programme	Nairobi	Bureau de l'UNESCO à Nairobi	Déclassement en NOC
Secteur de la communication et de l'information				
P-3	Spécialiste de programme	Paris	Section développement des médias et société (CI/FEM/MAS)	Redéfinition et transfert à CI/FEM/FOE
Bureau de la planification stratégique (hors Siège)				
G-5	Secrétaire	Dhaka	Bureau de l'UNESCO à Dhaka	Déclassement en G-4
G-6	Secrétaire principal	San José	Bureau de l'UNESCO à San José	Déclassement en G-5
Secteur des relations extérieures et de l'information du public				
P-5	Chef de section	Paris	Section des relations avec les médias (ERI/DPI/MER)	Redéfinition
P-4	Responsable principal	Paris	Desk Amérique latine et Caraïbes (ERI/MSP/LAC)	Maintien
Bureau de la gestion des ressources humaines				
G-7	Coordinateur assistant (prestations)	Paris	Équipe 1 (HRM/SAC/B/1)	Redéfinition et déclassement en G-5/6
Bureau de la gestion financière				
G-4	Assistant de bureau	Paris	Unité de la paie (BFM/FAS/PAY)	Redéfinition et déclassement en G-3

Bureau de la gestion des services de soutien				
P-3	Administrateur (conférences)	Paris	Unité des conférences (MSS/C/CU)	Redéfinition
G-5	Agent de sécurité incendie	Paris	Unité de la protection incendie (MSS/SEC/FP)	Déclassement en G-3
G-5	Agent de sécurité incendie	Paris	Unité de la protection incendie (MSS/SEC/FP)	Déclassement en G-3

Postes financés par des ressources extrabudgétaires : 10

Classe	Titre	Lieu d'affectation	Division/Bureau	Statut proposé pour le poste*
Institut international de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes (IESALC)				
G-7	Chef bibliothécaire documentaliste	Caracas		Poste à supprimer
G-6	Secrétaire principal bilingue	Caracas		Poste à supprimer
G-4	Commis (impression)	Caracas		Poste à supprimer
Académie mondiale des sciences (TWAS)				
G-5	Commis (administration)	Trieste		Poste à supprimer
Institut de statistique de l'UNESCO (ISU)				
G-6	Assistant principal de programme	Montréal		Poste à supprimer
G-5	Assistant de programme	Montréal		Maintien
Bureau de la planification stratégique				
G-5	Assistant (Secrétariat)	Paris	Unité du Programme des bons UNESCO (BSP/CFS/UCP)	Supprimé
G-7	Assistant principal de programme	Venise	Bureau de l'UNESCO à Venise	Poste à supprimer
Bureau de la gestion financière				
P-3	Administrateur (budget)	Paris	Équipe 3 (BFM/BMR/3)	Maintien
Division de la gestion des connaissances et des systèmes d'information (KMI)				
G-6	Technicien (téléphone et son)	Paris	Unité du téléphone et du son (KMI/IOP/TSU)	Déclassement en G-4

* Les postes qu'il est proposé de redéfinir demeurent à la même classe, à moins que le déclassement ou le reclassement ne soit expressément mentionné.

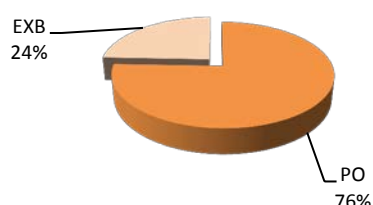
ANNEXE II

Programme de cessation volontaire de service par accord mutuel 2015

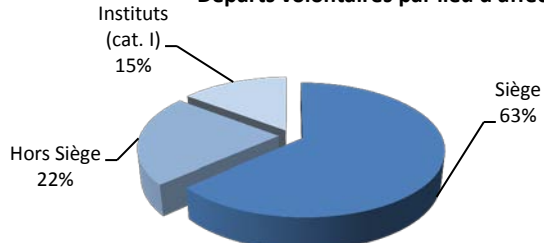
1. Membres du personnel ayant sollicité et accepté une offre de départ volontaire

	Siège	Hors Siège	Instituts (cat. I)	Total	dont	
					PO	EXB
Personnel internat. du cadre org.	16	3	-	19	18	1
Administrateurs nationaux	-	2	-	2	2	-
Personnel de service et de bureau	10	4	6	20	11	9
Total	26	9	6	41	31	10

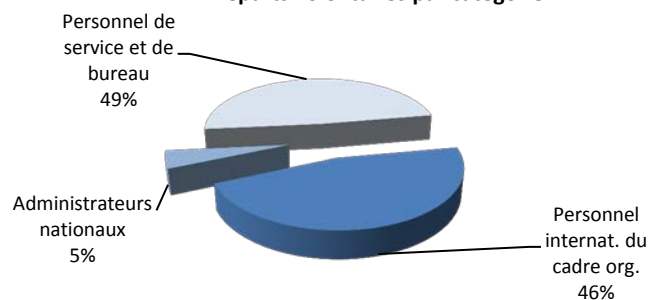
Départs volontaires par source



Départs volontaires par lieu d'affectation



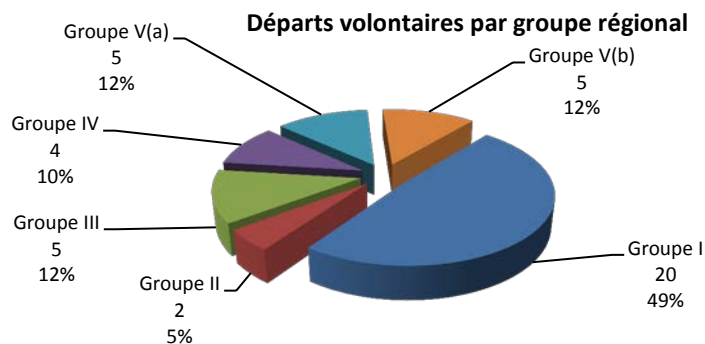
Départs volontaires par catégorie



2. Par catégorie et par sexe

	Cadre organique	NO	GS	Total
Femmes	16	1	15	32
% F	84%	50%	75%	78%
Hommes	3	1	5	9
% H	16%	50%	25%	22%
Total	19	2	20	41

3. Membres du personnel volontaires au départ, par groupe régional



4. Membres du personnel volontaires au départ occupant des postes géographiques (postes internationaux du cadre organique relevant du PO uniquement)

	Membres du personnel occupant des postes géographiques	%	Ensemble du personnel occupant des postes géographiques (31/8/2015)	%
Groupe I	8	44%	229	38%
Groupe II	2	11%	59	10%
Groupe III	1	6%	60	10%
Groupe IV	2	11%	112	19%
Groupe V(a)	3	17%	92	15%
Groupe V(b)	2	11%	50	8%
Total	18	100%	602	100%